



Du nucléaire comme dessert à Noël ?

Paul Blume

21/12/2023

Fin des années 70, début des années 80, les mouvements anti-missiles animent les débats sur les risques liés au déploiement d'armes nucléaire spécifiques, susceptibles d'être réellement utilisées.

Avec une attention toute particulière pour les aspects sanitaires.

Le nucléaire militaire est alors une préoccupation citoyenne très présente dans les agendas politiques. Cela se comprend et l'importance de ces débats se vérifie avec l'histoire des traités de limitation des armements.

Bien que l'accident de Tchernobyl n'ait pas encore eu lieu , les anti-nucléaires « civil » développent déjà leurs arguments, dont :

- Le principe de précaution, le caractère hyper-capitalistique de la production nucléaire, les accidents, les conséquences de potentiels

accidents sur l'environnement, les aspects sanitaires de ces risques, l'ingérable dossier des déchets, etc ...

Au fil du temps, ce discours anti-nucléaire trouve écho dans la population belge pour en arriver en janvier 2003 à la Loi sur la sortie progressive de l'énergie nucléaire à des fins de production industrielle d'électricité.

L'événement est considéré alors comme une victoire par les écologistes belges.

Ce principe de sortie du nucléaire sera défendu « bec et ongles » comme le montre les deux encarts sous l'article (1, 2).

« Mais cela, c'était avant ». Depuis : crise énergétique majeure et retournement de veste.

Et c'est une ministre issue du mouvement écologique qui est à la manœuvre.

Les derniers développements ont le mérite de clarifier le dossier, la Belgique prolonge certaines centrales au minimum jusqu'en 2036.

A priori, changer de point de vue, retravailler ses doctrines peut être compris comme une adaptation aux réalités politiques. Et celles-ci sont de plus en plus complexes en matière de politiques énergétiques.

Le recours à la technologie nucléaire continue néanmoins de soulever de nombreuses et importantes questions.

Dont la principale – qui n'est pratiquement pas évoquée actuellement dans les débats – étant celle de la pertinence pour l'humanité de continuer à dissiper massivement de l'énergie (sous quelque forme que ce soit) pour soutenir des activités économiques engendrant d'innombrables détériorations, pour la plupart irréversibles, des conditions de vie sur Terre.

Posée autrement, c'est la question des réponses politiques à la réalité des effondrements en cours.

Cette question de l'Ecocide embarrasse d'autant plus les écologistes défenseurs d'une croissance verte, qu'elle est relayée par des scientifiques issus de disciplines diverses se revendiquant à la fois de l'Ecologie et de la Science.

Il y a un réel découplage entre les appareils politiques se revendiquant de l'Écologie et les fondements scientifiques de celle-ci.

De la question du traitement de écocide en cours découle celle des réactances inévitables au déroulé de promesses de moins en moins crédibles.

Le futur se décline de plus en plus au présent. Les promesses de croissance vertueuse mais également de décroissance joyeuse ou de sobriété heureuse deviennent de moins en moins en crédibles.

Là également, les constats sont précis. Et vendre du rêve est toujours dangereux en politique. Surtout quand ils sont à l'évidence inatteignables.

Sans oublier, pour revenir au nucléaire civil, que les interrogations légitimes sur les risques induits par cette activité demeurent.

Le débat semble actuellement « plié » aux niveaux européen et mondial.

La volonté de relancer la construction de centrales est présente dans tous les caucus économique-politiques et étayée, y compris dans le cadre des débats autour du réchauffement climatique.

Mais, cet avenir que l'on essaie de nous vendre autour de plus de nucléaire et de renouvelables est-il crédible ?

La faisabilité fût-elle théorique d'un découplage entre l'usage des énergies fossiles et les énergies de substitution est-elle démontrée ?

Les questions demeurent.

Et quand bien même une forme de croissance serait-elle encore possible, serait-elle désirable ?

C'est l'une des questions posées par Aurélien Barrau dans « l'Hypothèse K ».

A mettre sous le sapin. A la place du nucléaire ? ...

Selon diverses sources, le Gouvernement fédéral reporterait la décision de sortie du nucléaire après les élections de 2019. La décision finale serait alors postposée à 2021 ! « Ce nouveau retard est le pire scénario

possible, tant pour des questions de sécurité liées à l'état de nos vieilles centrales, que d'approvisionnement énergétique. Rappelons à cet égard que la Belgique détient le triste record du nombre de jours d'indisponibilité de ses centrales pour des raisons imprévues ! » réagit le chef de groupe Ecolo à la Chambre, Jean-Marc Nollet.

Pour Ecolo, cette décision constituerait une nouvelle pantalonnade montrant Charles Michel courbant une fois de plus l'échine devant le véritable patron de ce gouvernement, Bart De Wever : « Alors que notre Premier Ministre a le soutien d'une large majorité de partis, y compris le sien, pour sortir du nucléaire, il s'écrase à nouveau platement devant la N-VA... le jour anniversaire des 15 ans du vote de la loi de sortie du nucléaire. Que de temps perdu en tergiversations ! », commente Patrick Dupriez, coprésident d'Ecolo. C'était en effet il y a 15 ans que le Gouvernement arc-en-ciel votait la loi sur la sortie du nucléaire assortie d'un cap et d'un échéancier. En 2015, cette loi a été confirmée et 1/2 précisait la date à laquelle chaque centrale nucléaire devait être fermée, la dernière en 2025. « En reportant la décision, le Gouvernement envoie un signal extrêmement négatif à tous ceux qui veulent investir, et ils sont nombreux, dans une transition énergétique durable. Il y a un besoin énorme de clarté et de stabilité, »

poursuit Patrick Dupriez. « Ce report rend en outre notre pays totalement vulnérable face aux choix et exigences que pourrait nous imposer le propriétaire des centrales, Engie, à l'approche de l'échéance de 2025. Au-delà des centrales vieillissantes, c'est aussi notre démocratie qui se fissure, » ajoute Patrick Dupriez.

Les écologistes appellent les partis de la majorité à respecter la loi et à maintenir leur position, soulignant qu'il y a un soutien suffisant au Parlement et dans la société pour aller de l'avant. C'est la raison pour laquelle Ecolo et Groen déposent aujourd'hui, via une résolution dans tous les parlements, le pacte énergétique tel qu'il a été négocié et approuvé par les 4 ministres de l'énergie de notre pays. Ce pacte prévoit clairement une sortie du nucléaire en 2025 et des investissements massifs dans l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables. « Nous espérons que les partenaires de la coalition ne seront plus pris en otage par la N-VA. Ce n'est que par une décision claire et sans délai que nous pourrons garantir un approvisionnement en énergie sûr, durable et abordable. Chaque année perdue par défaut de choix clair rend l'indispensable transition plus coûteuse et plus difficile,» concluent les écologistes.

Patrick Dupriez - Le 16 janvier 2018

L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE N'EST PAS LA SOLUTION

Par un courrier adressé au Gouvernement,

Engie Electrabel remet sur la table la question de la prolongation des réacteurs nucléaires et veut même s'inviter dans la discussion gouvernementale à ce sujet. Les écologistes dénoncent cette initiative et invitent le monde politique belge à garder le cap vers la sortie du nucléaire.

« Engie Electrabel semble à son tour vouloir profiter de la situation sanitaire et économique dramatique de notre pays pour tenter d'imposer sa vision de notre avenir énergétique. C'est vraiment problématique d'une point de vue démocratique, avec un Gouvernement dont nous rappelons qu'il est minoritaire et chargé exclusivement de la gestion du Coronavirus », analyse Georges Gilkinet, chef de groupe Ecolo à la Chambre.

La sortie du nucléaire est inscrite dans la Loi depuis près de 20 ans et les alternatives au nucléaire existent et se développent depuis lors dans notre pays, avec des opérateurs économiques et citoyens ne demandant que le signal définitif et des actes clairs pour poursuivre et soutenir la transition.

« Le nucléaire n'est pas la solution, pas plus en période de crise qu'hier. Ce qui compte, c'est la Loi, pas un courrier d'Engie Electrabel. Les raisons qui justifient une sortie du nucléaire et rassemblent une majorité des forces démocratiques sont toujours aussi valables aujourd'hui », poursuit Georges Gilkinet.

« Plutôt que d'entretenir des solutions du passé, dangereuses et problématiques pour

les générations futures, la priorité est d'accentuer les investissements dans l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables. Ce sont des options bien plus positives pour la création d'emplois et pour la capacité de résistance de notre économie à des chocs conjoncturels ou à une rupture dans les chaînes d'approvisionnement en matière première. L'énergie nucléaire n'est pas la solution. Nous devons regarder vers l'avenir plutôt que vers le passé », conclut Georges Gilkinet. Les écologistes interpellent dès que possible la Première Ministre Sophie Wilmès et le Gouvernement minoritaire pour l'appeler à garder le cap de la sortie du nucléaire.

Georges Gilkinet Chef de groupe à la Chambre et député fédéral - 16 avril 2020